

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

DISCOURS DE

HAZRAT MUHYI-UD-DIN AL-KHALIFATULLAH

Munir Ahmad Axim

CERCLE D'ÉTUDE

13 Juillet 2019

(11 Dhul-Qaddah 1440 AH)

Après la salutation de paix en Islam, Hadhrat Muhyi-ud-Din Al-Khalifatullah (atba) a lu les Tashahhoud et Ta'ouz ainsi que la Sourate Al-Fatiha, et il a ensuite axé son discours sur :

LE POLITICAL FINANCING BILL



Comme vous le savez, les élections générales à Maurice se dérouleront dans quelques mois. Le Gouvernement actuel est en train de présenter beaucoup de « Bills » dans l'Assemblée Nationale et fait beaucoup de promesses pour regagner le pouvoir.

Le Premier Ministre Pravind Jugnauth a présenté le **Political Financing Bill** en première lecture à l'Assemblée Nationale Mardi le 02 Juillet 2019. Quand il avait fait état de ce projet de loi, la majorité des membres du public n'était pas d'accord que l'État finance les partis. D'après eux, certains partis prendront comme prétexte le financement par l'État pour ne pas voter la loi. Leurs membres diront une occasion ratée. (Du côté du Gouvernement Actuel).

Tous les membres de l'Opposition (tous les partis formant l'Opposition) ne voteront pas le « Bill » tel qu'il est présenté actuellement. Ils se disent contre le Political Financing Bill sous sa forme actuelle et ne voteront pas l'amendement de la constitution pour le mettre en pratique.

Selon le leader du Mouvement Militant Mauricien (MMM), « *le projet de loi est totalement différent de ce que le Gouvernement avait proposé en Novembre 2018.* »

L'objectif selon eux c'est d'essayer d'avoir une mainmise dangereuse sur les partis politiques. Et d'après le leader de l'opposition, Xavier-Luc Duval du Parti Mauricien Social Démocrate (PMSD), il réclame l'institution d'un 'Select Committee'. D'après lui, « *la section 6 (F) de la loi actuelle comporte des flous, du fait que la commission peut réclamer des documents sans rien spécifier et la section 6 (3) stipule que 'the commission may register a political party' mais pas 'shall'. Le 'may' laisse planer le doute...* »

MON OPINION

Une loi sur le financement des partis politiques est nécessaire. Certes, notre démocratie souffre lorsque ce financement passe par une caisse noire, un obscur coffre-fort ou une cachette à l'arrière d'une voiture. Nous [moi ainsi que beaucoup de mauriciens] soupçonnons des haut-cadres, des hommes d'affaire ou des trafiquants de drogue d'agir comme corrupteurs, et des politiciens d'être ainsi des corrompus. Mais il peut y avoir plus grave lorsque nous [les mauriciens] légalisons et institutionnalisons un système où ceux qui ont de l'argent prennent le contrôle des partis politiques. Ils ne peuvent y avoir qu'une finalité : Protéger leurs propres intérêts et s'enrichir davantage.

Serions-nous sur le point de voir une privatisation de nos partis politiques ? Non, nous n'en sommes pas là. D'ailleurs, un parti politique qui est composé d'actionnaires qui présente un business plan qui traite les électeurs de clients et qui est géré comme une compagnie à la bourse n'aura aucune chance aux urnes, même si son professionnalisme ne manquera pas d'attirer certains.

Toutefois, le Political Financing Bill, dans sa forme actuelle, risque de permettre la privatisation d'un parti politique d'une manière cachée. Et c'est cela qui est encore plus grave, malgré la bonne volonté de tout le monde.

PROPOSITIONS CONCRÈTES

1. Pourquoi ne pas rendre alors publique l'identité des donateurs lorsqu'il s'agit de compagnies privées qui contribuent par exemple plus de Rs. 300,000 ? Y-aurait-il quelque chose à cacher ?

2. Pourquoi ne pas limiter le montant de financement privé d'une compagnie à un candidat ou parti à un maximum afin de réduire le risque d'influence et de promouvoir des « petits » partis et des candidats indépendants qui normalement peinent à lever des fonds ?

3. Pourquoi ne pas introduire un minimum de soutien public à chaque candidat ou parti, pas obligatoirement en termes d'argent ? Par exemple à l'heure de supports multimédia et de réseaux sociaux, il faut s'assurer que le temps d'antenne à la télévision et sur les radios leur soit réparti équitablement.

Un méga-site officiel sur internet pourrait fournir gratuitement les infos, vidéos et autres messages des candidats, un outil formidable pour ceux qui n'ont pas les moyens.

4. Pourquoi ne pas mettre à la disposition des nouveaux candidats, ceux de moins de 30 ans afin d'encourager leur engagement politique, un financement public minimal et des facilités logistiques comme des registres électoraux etc. J'ai beaucoup de choses à dire, mais faute de temps, je dois m'arrêter ici pour aujourd'hui.

Les quatre propositions que je viens de mentionner aideront à faire du Political Financing Bill une loi plus juste démocratiquement.

Rappelez-vous, nous en tant que musulmans, nous n'oublions jamais les paroles divines. Certes, Dieu dit : **« Et ne dévorez pas entre vous-mêmes vos biens vainement ; et ne vous en servez pas pour corrompre les autorités pour vous »**

permettre de dévorer une partie des biens des gens, injustement et délibérément. » (Coran 2 : 189).

Alors, je met le Gouvernement ainsi que le public mauricien en garde contre la trahison et l'avidité. Faisons de notre île, une île transparente, démocratique. Faisons d'elle un hub de paix, de sécurité dans tout le sens du mot, et faisons de notre politique, une politique saine qui visent à sécuriser la moralité et la stabilité pour le bien-être du pays en général.

Ô Allah, exalte ceux qui ont l'intérêt des humains en vue, qui honorent ce que Tu honore et qui facilite la vie des gens, non pas par avidité mais par esprit de servitude et de charité. *Incha-Allah, Amîne.*

Et avant de conclure mon discours pour le cercle d'étude d'aujourd'hui, je voulais vous parler aussi sur la récente saisie de drogue ici à Maurice.

SAISIE RECORD DE DROGUE DE 90 KILOS DE COCAÏNE

La brigade anti-drogue a saisi 90 kilos de cocaïne, mercredi le 10 Juillet 2019, à Pailles. La valeur de la drogue est estimée à Rs. 1,35 milliard. Fait tout à fait intrigant dans cette affaire. Comment cette quantité de drogue, dissimulée dans une pelleteuse (JCB), a pu échapper à la vigilance des policiers, des douaniers, des chiens renifleurs et à l'efficacité des scanners de drogue pour finalement atterrir à Pailles ?

Pour moi personnellement, je ne suis pas choqué par cette saisie. Si un colis de 90 kilos de cocaïne a transité par la douane pour arriver à Pailles, combien de colis de ce type ont pu être acheminés sans être interceptés. Il s'agirait d'un réseau de hautes personnalités du pays, sinon comment expliquer que la cocaïne en si grande quantité puisse entrer à Maurice. Alors, mon opinion personnel, il serait impossible pour de petits trafiquants de drogue d'importer autant de cocaïne dont la valeur marchande est estimée à Rs. 1,35 milliard. Et comment tant de cocaïne peut-elle quitter la douane malgré la présence de l'ADSU, de la police, de détecteurs de drogue, de chiens renifleurs et de nombreux autres agents alors que la douane est une zone hautement sécurisée ? Il est grand temps de réfléchir à la corruption qui empoisonne notre société.

Notre île est devenue un 'drug hub' et il nous fait comprendre que l'importation de la drogue est semblable à un produit commun sur le marché. Là où il y a la demande, il y a l'approvisionnement. Toutes ces saisies démontrent que Maurice détient malheureusement la médaille d'or dans la consommation de drogue.

L'Héroïne, le Subutex, la drogue synthétique et la Cocaïne, les consommateurs mauriciens ont quasiment goûté à tout ! La cocaïne, connue comme « *la drogue des riches* » est destinée aux gens de la haute société qui ont de l'argent. La cocaïne est généralement utilisée dans les « Rave parties », dans des discothèques ou des bungalows fréquentés par la haute bourgeoisie.

Ce sont les caïds qui sont à la tête du réseau de trafic de drogue. Il y a maintenant une nouvelle tendance : des jeunes, voire des mineurs, livrent de la drogue à domicile pour ne pas attirer les soupçons de la police. On est en train de vivre un enfer sur terre. Ces gens-là se servent de ces innocents pour se faire du fric et notre petite société s'enfoncent alors dans un abîme profond ; elle est prisonnière du cercle vicieux de la drogue.

Alors, il est l'heure que les gens se réveillent et prennent les actions nécessaires pour taire ces méfaits, pour protéger l'avenir de nos enfants, pour sécuriser notre société contre les affres du mal sous toutes ses formes. Que Dieu Tout-Puissant nous aide dans ce travail, afin d'éradiquer ce mal pour l'avenir brillant de la future génération. *Incha-Allah, Amîne.*